

## IMPORTATION DE LA FRIPERIE

## Comment le Parlement viole la loi

**Beaucoup de choses ont été dites à propos du scandaleux amendement introduit par une quarantaine de députés, le 15 juin dernier dans la loi de finances complémentaire pour 2011 et autorisant l'importation de la friperie. Tout, sauf l'essentiel : cet amendement est anticonstitutionnel et est en parfaite violation du règlement intérieur de l'Assemblée.**

**Kamel Amarni - Alger (Le Soir)** - «Nous aurions pu éviter l'introduction de cet amendement et toute la polémique l'ayant accompagné si Ziari avait fait montre d'un minimum de vigilance. Sous Amar Saïdani, Karim Younès et Abdelkader Bensalah, ce genre de propositions d'amendement sont systématiquement rejetées par dizaines, au niveau du bureau de l'APN pour vice de forme», nous confie une source gouvernementale.

L'article 61 du règlement intérieur de l'Assemblée stipule clairement en effet que «les amendements doivent être succinctement motivés. Ils doivent s'appliquer à un article du texte déposé ou être directement en relation avec celui-ci s'ils portent sur un article additionnel.

Le bureau (de l'APN) apprécie la recevabilité des amendements au sens du présent article. Le bureau de l'Assemblée populaire nationale décide de l'acceptation ou du rejet de l'amendement en la forme. (...)».

Et en l'occurrence, dans le projet de loi de finances complémentaire pour 2011 qu'a présenté le gouvernement, il n'y avait aucun article qui traitait de l'importation de produits usagers, la friperie encore moins ! Ni de manière directe, ni indirecte ce qui, de fait, aurait incité le bureau de l'Assemblée à signifier le rejet

pour vice de forme. Grave négligence de la part de l'institution législative qui piétine son propre règlement intérieur. Mais ce qui relève davantage de l'invraisemblable, c'est lorsque toute une institution viole la Constitution pour que des contrebandiers spécialisés dans la friperie et sévisant notamment aux frontières Est avec la Tunisie et la Libye, fructifient leurs affaires !

Dans son chapitre consacré au Parlement, la loi fondamentale stipule expressément en son article 121 ce qui suit : «Est irrecevable toute proposition de loi qui a pour objet ou pour effet de diminuer les ressources publiques ou d'augmenter les dépenses publiques, sauf si elle est accompagnée de mesures visant à augmenter les recettes de l'Etat ou à faire des économies au moins correspondantes sur d'autres postes des dépenses publiques.»

Pour mieux comprendre comment la Constitution a été violée, il faut préciser que l'autorisation à l'importation d'un produit, ici la friperie, signifie l'octroi d'autorisation à obtenir de la devise. Ce qui est à mettre dans la catégorie «diminuer les ressources publiques ou augmenter les dépenses de l'Etat».

Or, les auteurs des quatre amendements controversés n'ont, à aucun moment, accom-



Photo : Samir Sid.

pagné leurs propositions par «des mesures visant à augmenter les recettes de l'Etat ou à faire des économies au moins correspondantes sur d'autres postes des dépenses publiques».

Il s'agit là du deuxième scandale qu'enregistre l'APN de Abdelaziz Ziari en quelques semaines seulement, après celui de la trituration indue du code communal.

«Cette fois, le souci mercantiliste a primé sur toute autre considération. Comment expliquer, sinon, que les quatre propositions d'amendement concernant la friperie émanent de quatre députés issus de la même région frontalière Est : trois de Tébessa et un

d'El Oued ?», observe encore notre source.

Il s'agit, en effet, du député FLN de Tébessa, El Ouafi Sebti, du député RND de Tébessa, Ferhat Bendifellah, du député MSP de Tébessa, Ahmed Issaâd et, enfin, du député de Ouargla, Imad Djaâfri, appartenant au groupe des indépendants.

Ces députés, et certains de leurs cosignataires ont, par ailleurs, parrainé de manière solidaire les quatre propositions d'amendement. «Ziari nous a mis dans l'embarras : au niveau du Sénat, rejeter cet amendement signifie que toute la LFC 2011 tombe et, avec, toutes les mesures d'urgence prises par le

président en février et mars dernier.» Pour rappel, la LFC 2011 consiste, essentiellement, en un gigantesque programme comprenant le soutien aux produits de large consommation, la création d'emplois, le logement, les augmentations salariales, etc. qu'avait ordonné Bouteflika pour éviter une révolte à la tunisienne ou à l'égyptienne.

«Une seule solution nous est restée : laisser faire pour le moment pour éviter le blocage mais rendre caduque cette mesure via des subterfuges douaniers. Et cela, le ministère des Finances sait très bien le faire», ironise notre source.

K. A.

## MOSTAGANEM

Émeutes  
au marché  
de Souk  
Ellil

Hier, peu avant midi, la gendarmerie a mené une opération de délogement pour expulser de la voie publique près des halles de Souk Ellil, les traditionnels vendeurs ambulants de pastèque et de melon.

Cette opération a entraîné des heurts entre les forces de sécurité et les vendeurs qui ont usé de jets de pierres et brûlé des pneus. Plusieurs véhicules ont été incendiés et endommagés.

Cette protestation, parmi les plus violentes observée à Mostaganem, s'est soldée par l'arrestation de plusieurs personnes. Peu avant la prière du vendredi, le calme est revenu et des gendarmes étaient encore déployés sur le grand axe et les alentours du marché. La situation a été, finalement, maîtrisée.

A. B.

## EL TARF

## Violentes émeutes à El Kala

**La ville d'El Kala a vécu jeudi dernier une journée d'émeutes et de saccage de biens publics et privés sans commune mesure dans son histoire tumultueuse.**

Les protestataires, venant de tous les quartiers périphériques de la commune, ont exprimé violemment leur désarroi, rage et désapprobation suite à l'affichage, la veille, par les services de la commune, de la liste des 178 bénéficiaires des logements sociaux.

Des centaines d'émeutiers de tous âges ont, avec une violence rare et inouïe, saccagé et brûlé le siège de la daïra et ont ensuite incendié tous les documents du service de l'état civil du siège de la commune.

Toutes les routes menant au centre-ville ont été obstruées par des blocs de pierre, des pneus brûlés et autres objets hétéroclites. Les commerces ont baissé rideaux et la circulation automobile vers El Kala a été déviée. Par ailleurs, les protes-

tataires ont brûlé une partie de la barque installée au milieu du bassin du jet d'eau, situé à l'entrée ouest de la ville et volé tous ses équipements.

Cette gerbe d'eau a été réalisée il y a quinze jours pour un montant de 2,5 milliards de centimes. Cet acte est considéré, par des émeutiers rencontrés, comme une marque de défiance à l'endroit du premier homme de la wilaya.

A quelque dizaines de mètres de cet équipement public, d'autres émeutiers ont brisé, par des jets de pierre, toutes les vitres de la gare routière appartenant au président de l'Assemblée populaire de wilaya.

Il est à signaler que les services de sécurité présents en masse ne se sont pas inquiétés. Statiques, ils observaient les scènes de destruction et de désor-



Le siège de la daïra brûlé.

lation. Dans un autre registre, des cadres de la ville nous ont affirmé que ces émeutes «sont un trop-plein de fautes graves, récurrentes et de non-prise en charge des doléances des citoyens par les autorités, à leur tête le chef de daïra. Pour preuve, la non-régularisa-

tion depuis des années de centaines d'habitations dites SAS par l'administration et ce, pour l'obtention de l'acte de propriété alors que le discours officiel est tout autre».

Par ailleurs, le maire dans une tentative de calmer les esprits et arrêter la furie dévastatrice de la

population a affirmé, dans l'après-midi de jeudi, que «la liste des bénéficiaires sera totalement revue». Après quoi !

Un calme précaire règne dans cette commune balnéaire où la saison estivale est sérieusement compromise.

Daoud Allam

Photo : DR.